

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

12 mars 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal n° 20 du
20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la
valeur ajoutée et déterminant la répartition
des biens et des services selon ces taux en ce
qui concerne le taux de TVA applicable au
gaz naturel et à l'électricité**

AVIS DE LA COURS DES COMPTES

Voir:

Doc 55 0344/ (S.E. 2019):

- 001: Proposition de loi de M. Ravyts et consorts.
- 002: Amendements.
- 003: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 maart 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk besluit
nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de
tarieven van de belasting over de toegevoegde
waarde en tot indeling van de goederen en de
diensten bij die tarieven voor wat betreft het
btw-tarief voor aardgas en elektriciteit**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 0344/ (B.Z. 2019):

- 001: Wetsvoorstel van de heer Ravyts c.s.
- 002: Amendementen.
- 003: Advies van de Raad van State.

01785

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



Avis de la Cour des comptes

Incidence budgétaire de quatre propositions de loi :

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne le taux de TVA applicable au gaz naturel et à l'électricité (DOC 55 0344/001, déposée par M. Kurt Ravyts et consorts)
2. Proposition de loi visant à réduire à 6 % la TVA sur l'électricité et le gaz (DOC 55 0448/001, déposée par M. Raoul Hedebouw et consorts)
3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne la réduction du taux de TVA sur la fourniture d'électricité aux clients résidentiels (DOC 55 0151/001, déposée par M. Joris Vandenbroucke et consorts)
4. Proposition de loi visant à considérer l'électricité comme un bien de première nécessité (DOC 55 0142/001, déposée par M. Ahmed Laaouej et consorts)

Avis rendu en assemblée générale du 11 mars 2020



1. Demande d'avis

Le 21 janvier 2020, la Cour des comptes a reçu une demande d'avis émanant du président de la Chambre, P. Dewael, en application de l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre.

La commission des Finances et du Budget de la Chambre des représentants souhaite que la Cour des comptes rédige une note contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'entraînerait l'adoption d'une série de propositions de loi et d'une proposition de résolution.

Quatre de ces propositions visent à réduire le taux de TVA sur la fourniture de gaz et/ou d'électricité de 21 à 6 %.

2. Propositions de loi

La proposition de loi 0344/001 vise à réduire de 21 à 6 % le taux de TVA sur le gaz et l'électricité pour la consommation domestique, fournis par le biais du réseau de distribution de gaz et d'électricité.

La proposition de loi 0448/001 vise à réduire de 21 à 6 % le taux de TVA sur la fourniture d'électricité aux clients résidentiels et sur la fourniture de gaz (à l'ensemble des consommateurs) livré par le réseau de distribution de gaz naturel.

La proposition de loi 0151/001 vise à réduire de 21 à 6 % le taux de TVA sur la fourniture d'électricité aux clients résidentiels uniquement, mais avec effet rétroactif à partir du 1^{er} avril 2016.

La proposition de loi 0142/001 vise à réduire de 21 à 6 % le taux de TVA sur la fourniture d'électricité aux clients résidentiels uniquement.

Toutes ces propositions de loi visent à réaliser leur objectif, certes de manière quelque peu différente, en modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

3. Analyse sous l'angle de la technique fiscale

L'administration générale Expertise et Support stratégique (AGESS) du SPF Finances a réalisé une analyse de cette question sous l'angle de la technique fiscale, que l'on peut résumer comme suit :

L'application de taux de TVA réduits est régie au niveau européen par l'annexe III à la directive 2006/112/CE du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée. Cette annexe comprend une liste exhaustive des catégories de livraisons de biens et prestations de services auxquelles les États membres peuvent appliquer un taux de TVA réduit.



En vertu de l'article 102 de cette directive TVA, les États membres peuvent appliquer un taux de TVA réduit aux fournitures de gaz naturel, d'électricité et de chauffage urbain, à condition qu'il n'en résulte aucun risque de distorsions de concurrence. Un État membre qui envisage de le faire, doit en informer au préalable le comité de la TVA de la Commission, qui se prononcera sur l'existence d'un risque de distorsion de concurrence. Si aucune décision en ce sens n'est prise dans les trois mois, aucun risque de distorsion de concurrence n'est censé exister.

Cette disposition était déjà en vigueur du 1^{er} avril 2014 au 31 août 2015. À l'époque, la Commission européenne a jugé que la mesure pouvait être appliquée, à condition qu'elle se limite à la fourniture de gaz et d'électricité aux ménages et qu'elle n'entraîne aucune distorsion de concurrence.

4. Analyse budgétaire

Pour les besoins de l'estimation, il est opportun de différencier la diminution de recettes de TVA qui serait récurrente chaque année, selon que la réduction porte sur :

- la fourniture d'électricité aux ménages (toutes les propositions) ;
- la fourniture de gaz naturel aux ménages (proposition 0344) ;
- la fourniture de gaz naturel aux consommateurs professionnels (non-ménages) (proposition 0448).

L'estimation peut être effectuée selon différentes perspectives. Les points 4.1 et 4.4 ci-dessous reprennent des calculs réalisés par la Cour des comptes, tandis que le point 4.2 présente une estimation du SPF Finances et le point 4.3 une estimation du Bureau du plan.

4.1 Estimation basée sur l'enquête de 2018 sur le budget des ménages

Selon la dernière enquête sur le budget des ménages, qui date de 2018, le coût annuel moyen de l'électricité atteint 857 euros par ménage. Sur un total de 4.921.414 ménages, cela représente une dépense de 4.217.651.798 euros TVA comprise ou de 3.485.662.643 euros hors TVA. Une réduction de 15 % du taux de TVA entraînerait une diminution annuelle des recettes (de TVA) pour le Trésor de 523 millions d'euros.

Il ressort de la même enquête que le coût annuel du gaz de ville et du gaz naturel s'élève à 427 euros par ménage. Sur un total de 2.832.121 ménages (utilisant le gaz de distribution), cela représente une dépense de 1.209.315.667 euros TVA comprise ou de 999.434.436 euros hors TVA. En cas de réduction de 15 % du taux de TVA, la diminution annuelle des recettes (de TVA) pour le Trésor se chiffrerait à 150 millions d'euros.

La proposition de loi 0151 entend appliquer la réduction du taux de 21 à 6 % sur l'électricité des ménages avec effet rétroactif à partir du 1^{er} avril 2016. Dans son avis 66.942/3 du 6 février 2020, le Conseil d'État indique que cet effet rétroactif est impossible, parce que le comité de la TVA n'a pas été consulté. De surcroît, il n'est pas réalisable dans la pratique : il faudrait en effet restituer des montants de TVA aux fournisseurs, qui devraient à leur tour établir des notes de crédit à l'intention des particuliers et effectuer des remboursements si nécessaire.



4.2 Estimation du SPF Finances reposant sur les chiffres des déclarations de TVA (pour l'électricité) et les chiffres de consommation provenant du SPF Économie (pour le gaz)

L'administration générale Expertise et Support stratégique (AGESS) du SPF Finances a estimé l'incidence budgétaire de l'approbation de ces propositions de loi.

a) Estimation concernant l'électricité (pour les ménages)

Les données contenues dans les déclarations de TVA comprises entre le 1^{er} avril 2014 et le 31 août 2015 constituent la base de cette estimation. Un tarif réduit à 6 % pour les particuliers ayant été appliqué durant cette période, il a été possible de ventiler la consommation entre les particuliers et les autres. Le coût effectif annuel pour les ménages s'est élevé à 4.277.056.976 euros (hors TVA). Sur cette somme, une réduction de 15 % du taux de TVA entraîne une diminution de recettes de TVA de 641.558.546 euros.

Par extrapolation, la diminution annuelle des recettes de TVA pour le Trésor est estimée à 698 millions d'euros en 2019.

b) Estimation concernant le gaz (pour les ménages)

Les données de consommation provenant du SPF Économie servent de base à cette estimation. Le coût pour le Trésor est estimé à 273 millions d'euros en 2019.

Toutefois, la cotation du prix du gaz naturel sur les marchés internationaux aura une influence considérable sur le coût pour le Trésor dans les années à venir.

Le SPF Finances envisage donc un montant de 250 à 300 millions d'euros dans son estimation.

4.3 Estimation du Bureau du plan

Le Bureau du plan a publié en juin 2015 une évaluation de la baisse de la TVA sur l'électricité à usage domestique selon la perspective du développement durable (économique, social, environnemental) et sous l'angle budgétaire¹. Dans cette évaluation, il a pris en considération des facteurs macroéconomiques, tels que la baisse du coût salarial, l'amélioration de la compétitivité internationale et l'augmentation du pouvoir d'achat.

D'un point de vue global, la diminution du taux de TVA sur l'électricité pour les ménages ferait baisser les recettes fiscales en 2020 de 688 millions d'euros, dont 527 millions d'euros de TVA.

¹ https://www.plan.be/uploaded/documents/201507231617290.REP_EVABTWELEK715_11058_00000003.pdf



4.4 Proposition de loi 0448 : situation spécifique des utilisateurs professionnels – données reçues de l'AGDA

La proposition de loi 0448 prévoit d'étendre à tous les utilisateurs, professionnels compris, la baisse de 21 à 6 % du taux de TVA sur le gaz fourni par le réseau de distribution de gaz naturel.

Il convient avant tout de signaler que cette mesure ne résistera probablement pas à l'examen à la lumière de la directive TVA (voir le point 3 ci-dessus).

D'après les chiffres de consommation disponibles pour 2019 qui ont été communiqués par l'Administration générale des douanes et accises, la consommation professionnelle de gaz naturel s'élève à 130,5 millions de MWh et celle des ménages à 35,2 millions de MWh.

Les professionnels consomment donc 3,7 fois plus de gaz naturel que les ménages.

Néanmoins, si on veut calculer la diminution de recettes pour le Trésor d'une baisse du taux de TVA de 21 à 6 % pour ces utilisateurs professionnels, on ne peut pas prendre la diminution des recettes pour le Trésor induite par cette baisse de taux pour les ménages et y appliquer ce facteur multiplicateur.

En effet, la TVA peut être déduite par une grande partie des utilisateurs professionnels et ne constitue pas un élément du coût. Il en va autrement uniquement ou en partie pour les personnes morales non assujetties à la TVA (les pouvoirs publics, etc.), les assujettis sans droit à déduction et les assujettis partiels et mixtes, pour lesquels le Trésor subira une perte de revenus.

La Cour des comptes ne dispose toutefois pas de données concrètes pour estimer cette perte.

5. Conclusion

Le coût budgétaire d'une baisse de 21 à 6 % du taux de TVA sur la fourniture d'électricité aux ménages serait compris entre 520 et 700 millions d'euros par an.

Le coût budgétaire d'une baisse de 21 à 6 % du taux de TVA sur la fourniture de gaz aux ménages par le biais du réseau de distribution serait compris entre 150 et 300 millions d'euros par an.

En l'absence de données disponibles, la Cour des comptes n'est pas en mesure d'estimer le coût budgétaire d'une baisse de 21 à 6 % du taux de TVA sur la fourniture de gaz aux utilisateurs professionnels par le biais du réseau de distribution.



Advies van het Rekenhof

Budgettaire impact van 4 wetsvoorstellen:

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven voor wat betreft het btw-tarief voor aardgas en elektriciteit (DOC 55 0344/001, ingediend door de heer Kurt Ravyts c.s.).
2. Wetsvoorstel tot verlaging van het btw-tarief op elektriciteit en gas tot 6% (DOC 55 0448/001, ingediend door de heer Raoul Hedeboom c.s.).
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven wat betreft de verlaging van het btw-tarief op de levering van elektriciteit aan huishoudelijke afnemers (DOC 55 0151/001, ingediend door de heer Joris Vandenbroucke c.s.).
4. Wetsvoorstel ertoe strekkende elektriciteit als een basisgoed te beschouwen (DOC 55 0142/001, ingediend door de heer Ahmed Laaouej c.s.).

Advies vastgesteld in de algemene vergadering van 11 maart 2020



1. De vraag om advies

Op 21 januari 2020 ontving het Rekenhof een vraag om advies van de heer Kamervoorzitter P. Dewael in het kader van artikel 79, eerste lid, van het Kamerreglement.

De Commissie voor de Financiën en de Begroting van de Kamer van Volksvertegenwoordigers wenst dat het Rekenhof een nota zou opmaken met een raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten die de goedkeuring van een reeks wetsvoorstellen en een voorstel van resolutie als gevolg zou hebben.

Vier van die voorstellen beogen een btw-tariefverlaging van 21 naar 6 % voor de levering van gas en/of elektriciteit.

2. De wetsvoorstellen

Het wetsvoorstel 0344/001 beoogt een btw-tariefverlaging van 21 naar 6% voor de levering van gas en elektriciteit voor huishoudelijk gebruik, geleverd door middel van gas- en elektriciteitsdistributie.

Het wetsvoorstel 0448/001 beoogt een btw-verlaging van 21 naar 6% voor de levering van elektriciteit aan huishoudelijke afnemers en levering van gas (aan iedere verbruiker), geleverd via het aardgasdistributiesysteem.

Het wetsvoorstel 0151/001 beoogt een btw-verlaging van 21 naar 6% voor alleen de levering van elektriciteit aan huishoudelijke afnemers, maar met terugwerkende kracht tot 1 april 2016.

Het wetsvoorstel 0142/001 beoogt een btw-verlaging van 21 naar 6% voor alleen de levering van elektriciteit aan huishoudelijke afnemers.

Alle wetsvoorstellen beogen hun doel te bereiken, zij het op een licht verschillende wijze, door een aanpassing aan het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en diensten bij die tarieven.

3. Fiscaaltechnische analyse

In een fiscaaltechnische analyse van deze problematiek, opgesteld door de Algemene Administratie Beleidsexpertise en -ondersteuning (AABEO) van de FOD Financiën, wordt - samengevat - gesteld:

De toepassing van de verlaagde btw-tarieven wordt op Europees vlak geregeld door de bijlage III van de richtlijn 2006/112/EG van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde. Deze bijlage bevat een



exhaustieve lijst van de categorieën van leveringen van goederen en diensten waarop de lidstaten een verlaagd btw-tarief mogen toepassen.

Volgens artikel 102 van deze btw-richtlijn kunnen de lidstaten een verlaagd btw-tarief toepassen op de levering van aardgas, elektriciteit of stadsverwarming, mits er geen gevaar voor verstoring van de mededinging bestaat. Een lidstaat die voornemens is dit te doen, moet het btw-comité bij de Commissie daarvan vooraf in kennis stellen. Deze laatste zal beslissen of er gevaar voor verstoring van de mededinging bestaat. Indien deze niet in die zin beslist binnen de 3 maand wordt er verondersteld geen gevaar voor verstoring van de mededinging te bestaan.

Overigens was deze maatregel reeds van kracht van 1 april 2014 tot 31 augustus 2015. De Europese Commissie oordeelde toen dat de maatregel mocht worden doorgevoerd als die zich beperkte tot de leveringen van gas en elektriciteit aan huishoudens en er geen verstoring van de mededinging zou ontstaan.

4. Budgettaire analyse

Het is aangewezen in de raming een onderscheid te maken van de jaarlijks weerkerende minderontvangsten aan btw naargelang het gaat om:

- elektriciteitsleveringen aan huishoudens (alle wetsvoorstellen);
- aardgasleveringen aan huishoudens (wetsvoorstel 0344);
- aardgasleveringen aan zakelijke verbruikers (niet-huishoudens) (wetsvoorstel 0448).

De raming kan gebeuren vanuit verschillende invalshoeken. De punten 4.1 en 4.4 hierna bevatten eigen berekeningen van het Rekenhof. Onder punten 4.2 en 4.3 wordt respectievelijk een raming van de FOD Financiën en van het Planbureau gegeven.

4.1. Raming aan de hand van het huishoudbudgetonderzoek 2018

Volgens het meest recente huishoudbudgetonderzoek van 2018, bedraagt de gemiddelde jaarlijkse kostprijs van elektriciteit per huishouden 857 euro. Op een totaal van 4.921.414 huishoudens betekent dit een uitgave van 4.217.651.798 euro, btw inbegrepen, of 3.485.662.643 btw niet inbegrepen. Aan een tariefverschil van 15 % zou dit een jaarlijkse (btw)-minderopbrengst voor de Schakist impliceren van 523 miljoen euro.

Uit hetzelfde onderzoek blijkt de jaarlijkse kostprijs van stads- en aardgas 427 euro per huishouden te bedragen. Op een totaal van 2.832.121 (distributiegas gebruikende) huishoudens betekent dit een uitgave van 1.209.315.667 euro btw inbegrepen of 999.434.436 euro btw niet inbegrepen. Aan een tariefverschil van 15 % zou dit een jaarlijkse (btw)-minderopbrengst voor de Schakist impliceren van 150 miljoen euro.

Wetsvoorstel 0151 wil de tariefverlaging van 21 naar 6 % op elektriciteit voor huishoudens doorvoeren met terugwerkende kracht vanaf 1 april 2016. Uit het advies van de Raad van State nr. 66.942/3 van 6 februari 2020 is gebleken dat dit niet mogelijk is, omdat het btw-comité niet werd geraadpleegd. Daarnaast is het ook praktisch onhaalbaar: er moet een teruggave gebeuren van de btw aan de leveranciers, die dan weer creditnota's moeten maken voor de particulieren en zo nodig terugbetalingen doen.



4.2. Raming van de FOD Financiën aan de hand van de cijfers van de btw-aangiften (elektriciteit) en de verbruikscijfers van de FOD Economie (gas)

De Algemene Administratie Beleidsexpertise en -ondersteuning van de FOD Financiën maakte een raming van de budgettaire gevolgen van de goedkeuring van deze wetsvoorstellen.

a) Raming voor elektriciteit (voor huishoudens):

Als uitgangspunt worden de gegevens gebruikt zoals opgenomen in de btw-aangiften tussen 1 april 2014 en 31 augustus 2015. Gedurende deze periode gold immers een verlaagd tarief van 6 % voor leveringen aan particulieren wat het mogelijk maakte het verbruik op te splitsen tussen particulieren en anderen. De effectieve kostprijs op jaarbasis bedroeg voor de huishoudens 4.277.056.976 euro (excl. btw). Aan een tariefverschil van 15% betekent dit een minderontvangst aan btw van 641.558.546 euro.

Na extrapolatie naar 2019 wordt de jaarlijkse minderontvangst aan btw voor de Schatkist geraamd op 698 miljoen euro.

b) Raming voor gas (voor huishoudens):

Als uitgangspunt worden de verbruiksgegevens van de FOD Economie gehanteerd. De kostprijs voor de schatkist wordt voor het jaar 2019 geraamd op 273 miljoen euro.

De notering van de aardgasprijs op de internationale markten heeft evenwel een belangrijke invloed op de kost voor de Schatkist in de komende jaren.

De FOD Financiën houdt het daarom in haar raming op een bedrag van 250 tot 300 miljoen euro.

4.3. Raming van het Planbureau

In juni 2015 publiceerde het Planbureau een evaluatie van de btw-verlaging op elektriciteit voor huishoudelijk gebruik vanuit het perspectief van duurzame ontwikkeling (economisch, sociaal, leefmilieu) en vanuit budgettair perspectief. Het Planbureau houdt hierbij rekening met macro-economische factoren (o.a. daling loonkost, verbetering internationale competitiviteit en toename koopkracht).

Globaal zou de verlaging van het btw-tarief voor elektriciteit voor huishoudens de fiscale inkomsten in 2020 met 688 miljoen euro doen dalen, waarvan 572 miljoen euro btw.

¹ https://www.plan.be/uploaded/documents/201507231617290.REP_EVABTWELEK715_u058_00000003.pdf



4.4. Wetsvoorstel 0448: specifieke situatie van de zakelijke gebruikers – gegevens verkregen bij de AADA

Wetsvoorstel 0448 wil de tariefverlaging van 21 naar 6% voor gas, geleverd via het aardgas-distributiesysteem uitbreiden tot alle gebruikers, dus ook de zakelijke.

Vooreerst moet worden gesteld dat deze maatregel de toets van de btw-richtlijn waarschijnlijk niet zal doorstaan (zie eerder onder punt 3).

Uit de beschikbare verbruikscijfers voor 2019, meegedeeld door de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen, blijkt het zakelijke verbruik van aardgas 130,5 mio MWh te bedragen en dit van de huishoudens 35,2 mio MWh.

Het zakelijke verbruik van aardgas is dus 3,7 maal groter dan dit van de huishoudens.

De minderontvangst voor de Schatkist van de tariefverlaging van 21 naar 6 % voor deze zakelijke gebruikers, mag echter niet worden berekend door deze vermenigvuldigingsfactor toe te passen op het bedrag aan minderontvangsten voor de Schatkist door de tariefverlaging voor de huishoudens.

De btw kan immers door een groot deel van de zakelijke gebruikers worden afgetrokken en vormt geen kostprijsselement. Enkel voor de niet-btw-plichtige rechtspersonen (overheden,...), de btw-plichtigen zonder recht op aftrek, de gedeeltelijke en de gemengde belastingplichtigen is dit niet of slechts gedeeltelijk het geval en zal er een inkomstenverlies zijn voor de Schatkist.

Het Rekenhof beschikt echter niet over concrete gegevens om dit te ramen.

5. Conclusie

De budgettaire kostprijs door de tariefverlaging van 21 naar 6% voor leveringen van elektriciteit aan huishoudens zou, **jaarlijks**, tussen 520 en 700 miljoen euro bedragen.

De budgettaire kostprijs door de tariefverlaging van 21 naar 6% voor leveringen van gas via het distributienetwerk aan huishoudens zou, **jaarlijks**, tussen 150 en 300 miljoen euro bedragen.

De budgettaire kostprijs door de tariefverlaging van 21 naar 6% voor leveringen van gas via het distributienetwerk aan zakelijke gebruikers kan door het Rekenhof niet worden geraamd bij gebrek aan beschikbare gegevens.